



### Informations du Guatemala

1ère Année / N°40

du 1er au 8 octobre 1983

#### POLITIQUE

Reprise de l'activité du CONDECA  
Le CONDECA, un pas de plus vers une intervention des Etats-Unis  
Le Guatemala ne respectera pas les accords de Contadora  
Le régime de Mejia perpétue la domination militaire  
Le général Mejia Victores confirme la date des élections  
L'indifférence des citoyens face aux élections  
L'ambassadeur nord-américain est critiqué

#### ECONOMIE

Le plan du bassin de la Caraïbe : une illusion  
Un crédit pour le développement de l'élevage  
La situation économique est catastrophique

#### CONTRE-INSURRECTION

"Stabilité 83", nouvelle campagne contre-insurrectionnelle  
15.000 paysans aux mains de l'armée  
1983, une année décisive pour une armée agitée  
L'armée explique sa politique contre-insurrectionnelle  
La Corée et Taiwan décorent un militaire guatémaltèque  
"La voix de l'Amérique" émet depuis le Guatemala

#### INSURRECTION

L'ORPA revendique une embuscade

#### DROITS DE L'HOMME

La répression au Guatemala prend des proportions sans précédent  
On dénonce l'éventuelle exécution de disparus  
Les persécutions n'ont jamais cessé  
14 assassinats en 48 heures  
La Démocratie Chrétienne dénonce l'augmentation de la répression

## POLITIQUE

### REPRISE DE L'ACTIVITE DU CONDECA

Les chefs militaires des armées du Guatemala, du Salvador, du Honduras et du Panama se sont réunis le 1er octobre au Guatemala pour impulser la reprise de l'activité du CONDECA, le Conseil de défense centre-américain. Le commandement Sud de l'armée nord-américaine, établi dans la zone du canal de Panama, était représenté à la réunion.

Les militaires centre-américains ont mis l'accent sur "la nécessité de faire face aux problèmes de la région de manière coordonnée, harmonieuse et solidaire", et de "renforcer ensemble les armées de l'isthme suivant un modèle standardisé... face à l'agression extra-continentale de caractère marxiste-léniste, qui porte atteinte à la démocratie et à la vocation de liberté des peuples centre-américains".

Le CONDECA a été créé en 1963, à l'instigation du gouvernement nord-américain, dans le but d'établir un front commun face aux mouvements insurgés et populaires de l'époque ; jusqu'à présent, son action était plutôt passée inaperçue.

Selon le général Mejia Victores, chef du gouvernement militaire, la reprise de l'activité du CONDECA exprime la volonté commune des pays membres de garantir leur propre sécurité.

Le lieutenant-colonel Edgar Djamla Dominguez, chef des relations publiques de l'armée guatémaltèque, a indiqué que le CONDECA pourrait utiliser les munitions fabriquées au Guatemala, en vue d'une standardisation de l'équipement balistique des armées centre-américaines.

### LE CONDECA, UN PAS DE PLUS VERS UNE INTERVENTION DES ETATS-UNIS

L'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) déclare, dans le numéro d'octobre de son journal "Erupcion", que "les plans de Reagan consistent à agresser le Nicaragua pour déstabiliser le gouvernement révolutionnaire et à éliminer les mouvements révolutionnaires du Salvador et du Guatemala, coûte que coûte".

Selon l'ORPA, la Maison Blanche a planifié une agression à trois niveaux. Le premier utiliserait l'ex-garde somoziste et celle de Pastora. En cas d'échec, la seconde option consisterait en "un affrontement entre le Honduras et le Nicaragua, mais en assurant la couverture du Honduras par un conflit dans toute la région ; le CONDECA est remis en activité dans ce but". "Et si cette tactique échoue, poursuit le journal "Erupcion", la dernière option est l'intervention directe des "marines" nord-américains."

Vinicio Cerezo Arevalo, premier secrétaire de la Démocratie Chrétienne Guatémaltèque (DCG), a affirmé le 2 octobre : "Les réunions des hauts commandements militaires centre-américains dans notre pays pourraient être les premiers pas d'un processus qui aboutira à un affrontement armé entre le Honduras et le Nicaragua, compromettant gravement le Guatemala".

### LE GUATEMALA NE RESPECTERA PAS LES ACCORDS DE CONTADORA

Frederico Fahsen Ortega, vice-ministre des Relations Extérieures et ambassadeur itinérant, a déclaré le 6 octobre que le Guatemala ne respecterait pas les accords de Contadora, bien que les ayant signés et ratifiés.

"Les accords spécifient que l'on doit mettre un frein à la politique d'armement, mais le Guatemala ne peut le faire, en raison de ses graves problèmes internes"... "Nous ne pouvons respecter ces dispositions car nous ne pouvons renoncer à nous armer".

Le Guatemala, Le Salvador, le Honduras et le Costa Rica ont constitué, il y a un peu plus d'un mois, un "axe diplomatique", qui, selon plusieurs observateurs politiques, fait obstacle aux démarches du groupe de Contadora à la recherche d'une solution à la crise en Amérique Centrale.

#### LE REGIME DE MEJIA PERPETUE LA DOMINATION MILITAIRE

Lors d'une conférence donnée à Mexico le 1er octobre devant les membres de l'Association des étudiants latino-américains (LASA), le démocrate-chrétien Vinicio Cerezo a déclaré : "Nous devons reconnaître que nous vivons effectivement sous un régime militaire qui domine le pays depuis plus de 20 ans". "Les oligarchies et le régime militaire ont répondu par la violence et la répression aux tentatives de changement ; ils l'ont fait d'une manière vraiment inhumaine, peut-être plus dure et plus terrible que ce que les statistiques le laissent penser".

En ce qui concerne le coup d'Etat du 8 août, le dirigeant démocrate-chrétien a indiqué : "Pour moi, le régime actuel ne présente pas beaucoup de différences avec le précédent. Je crois que, abstraction faite de la rhétorique et de la manière dont le président exerce le pouvoir, il s'agit au fond du même projet militaire".

#### LE GENERAL MEJIA VICTORES CONFIRME LA DATE DES ELECTIONS

Le 1er octobre, le général Mejia Victores a confirmé que la convocation pour les élections de l'Assemblée constituante aurait lieu en mars 1984 et que le processus électoral serait mené à terme le 1er juillet de la même année.

Selon les déclarations d'Arturo Herbruger, président du Tribunal Electoral Suprême, le général Mejia restera au pouvoir jusqu'en 1985 ; la Constituante ne nommera pas de président provisoire, elle élaborera la nouvelle Constitution et convoquera des élections présidentielles et législatives aux dates proposées par l'Exécutif.

#### L'INDIFFERENCE DES CITOYENS FACE AUX ELECTIONS

D'après une enquête réalisée fin septembre par le journal radiophonique "Guatemala Flash", 56% des citoyens guatémaltèques se désintéressent des élections et se demandent s'ils voteront ; seulement 10% pensent qu'il n'y aura pas de fraude électorale ; 6% ont une notion des propositions de quelques groupes politiques traditionnels.

Alfonso Cabrera, dirigeant de la Démocratie Chrétienne Guatémaltèque, a commenté à ce sujet le 5 octobre : "La méfiance des Guatémaltèques et leur résistance à participer aux processus électoraux est due au détournement constant de leur participation aux consultations" ; ainsi s'explique "le peu de crédibilité que les institutions politiques inspirent au peuple".

Celso Cesan Tecu, ex-conseiller d'Etat, a déclaré que le processus électoral le "peine", puisqu'il tend à créer les conditions permettant le maintien au pouvoir des "secteurs qui, pour la plupart, ont déjà participé au gouvernement

et sont, directement ou indirectement, responsables de la crise que le pays traverse".

#### L'AMBASSADEUR NORD-AMERICAIN EST CRITIQUE

Le 30 septembre, Rodolfo Maldonado, président du conseil politique de la Démocratie Chrétienne Guatémaltèque, a condamné l'attitude de Frédérick Chapin, ambassadeur des Etats-Unis dans le pays, car elle constitue une ingérence dans les questions internes du Guatemala.

Le 28 septembre, Chapin, qui se rend fréquemment au siège du gouvernement, a fait des déclarations au sujet du processus de démocratisation au Guatemala et affirmé que les élections ne doivent pas être "précipitées", soutenant ainsi la thèse du régime actuel.

"Ce serait une manière d'imposer une politique dans le pays en fonction de ses intérêts ou de ses convenances, ce qui relève de l'interventionnisme", a commenté Maldonado. "Chapin doit revenir sur ses positions, sinon, il aura mérité le titre de pro-consul".

## E C O N O M I E

#### LE PLAN DU BASSIN DE LA CARAIBE : UNE ILLUSION

"Le plan de développement du bassin de la Caraïbe constitue une tentative des Etats-Unis pour maintenir l'illusion que des pays comme ceux d'Amérique Centrale et de la Caraïbe survivent grâce au développement des forces du marché de libre concurrence", a récemment affirmé Jorge Gonzalez del Valle, directeur du Centre d'Etudes des Economies Latino-Américaines (CEMLA), dont le siège se trouve à Mexico.

Selon l'économiste guatémaltèque, "même l'économie nord-américaine n'a pas réussi à soutenir ces forces"... "l'idée de promouvoir ce système est semblable aux plans de redressement du système monétaire qui ont été imposés en Argentine, au Chili et en Uruguay, avec les résultats néfastes que tous connaissent déjà".

#### UN CREDIT POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE

Le ministère de l'Agriculture a fait savoir le 4 octobre que les Etats-Unis avaient consenti un prêt de 75 millions de dollars au Guatemala "pour contribuer au développement de l'élevage laitier".

Selon la presse locale, le crédit est destiné au secteur dirigé par l'actuel ministre de l'Agriculture, Ivan Najera Farfan, un des plus importants éleveurs et producteurs laitiers de l'Est du pays.

#### LA SITUATION ECONOMIQUE EST CATASTROPHIQUE

Leonel Gonzalez, secrétaire à la planification économique du ministère des Finances a déclaré le 3 octobre : "considérant la situation mondiale et les problèmes politiques de la région centre-américaine, l'économie de notre pays est dans un état catastrophique".

Le fonctionnaire a également qualifié de "catastrophique" l'état des réserves financières nationales, indiqué que le taux de chômage dépasse 43% et estimé que le Produit National Brut (PNB) sera de 2,5% inférieur à celui de l'année précédente qui avait déjà décliné de 3,5%.

## C O N T R E - I N S U R R E C T I O N

### "STABILITE 83", NOUVELLE CAMPAGNE CONTRE-INSURRECTIONNELLE

L'armée du Guatemala a fait savoir le 3 octobre qu'une campagne contre-insurrectionnelle baptisée "Stabilité 83" avait été lancée au cours du second semestre 1983. Le plan vise à "apporter paix, sécurité et développement au pays".

"Stabilité 83" substitue le plan "Victoire 82", mis en place par le régime de Rios Montt. "Victoire 82", selon les organisations humanitaires s'est traduit par l'assassinat de plus de 15.000 personnes, 150 assassinats collectifs et la destruction d'environ 300 villages.

Depuis l'arrivée au pouvoir du général Mejia Victores, les forces armées guatémaltèques effectuent de vastes opérations contre-insurrectionnelles à la campagne et dans les villes.

Le colonel Alejandro Gramajo, sous-chef de l'état-major de l'armée a expliqué le 3 octobre que de telles opérations se sont produites à la suite de l'augmentation des activités des guérilleros, dont le nombre est estimé à 1.500.

### 15.000 PAYSANS AUX MAINS DE L'ARMEE

Selon un communiqué du bureau des relations publiques de l'armée daté du 3 octobre, l'institution militaire a pris en charge 15.000 réfugiés internes. Ils ont récupéré leurs terres et reprendront leurs activités avec le développement du nouveau plan "Stabilité 83".

Le communiqué indique que les paysans se sont rendus à l'armée, ayant recours à l'amnistie décrétée par le gouvernement, ou bien qu'ils sont des "rescapés" du mouvement insurrectionnel.

Les réfugiés internes, en majorité des femmes et des enfants, sont concentrés aux alentours des garnisons militaires ou dans des lieux faciles à contrôler, dans des camps appelés "villages modèles" par le régime précédent.

Les organisations humanitaires insistent sur le fait que les "réfugiés internes" ont été en réalité capturés par l'armée et regroupés de force. Tel est le cas de 200 paysans qui sont confinés depuis le 4 octobre à la base navale de Puerto Barrios, au Nord-Est du pays.

### 1983, UNE ANNEE DECISIVE POUR UNE ARMEE AGITEE

D'après un document diffusé le 3 octobre par l'armée du Guatemala, l'année 1983 "est décisive pour les plans gouvernementaux de pacification du pays".

Le 1er octobre, le général Hector Mario Lopez Fuentes, chef de l'état-major a déclaré : "Après un événement comme celui du 8 août -le coup d'Etat contre le général Efraim Rios Montt-, il y a rupture d'un système, des frictions se produisent, et cela pourrait arriver y compris entre les membres de l'armée". C'est la première fois qu'une haute personnalité militaire reconnaît les divisions de l'institution armée.

Dans un autre domaine, on a appris de source militaire la promotion, le 30 septembre, de 87 officiers de grades divers. Les noms des officiers promus n'ont pas été publiés "pour des raisons de sécurité" ; ils ont seulement été enregistrés et diffusés dans les différents établissements militaires du pays.

## L'ARMEE EXPLIQUE SA POLITIQUE CONTRE-INSURRECTIONNELLE

14 journalistes européens, cautionnés par la Maison Blanche, visitent le Guatemala "pour connaître de l'intérieur la situation des droits de l'homme dans le pays". L'Institut de prévision militaire de l'armée du Guatemala les a reçus le 3 octobre.

Les chefs militaires ont expliqué aux correspondants étrangers les stratégies militaires de la lutte contre-insurrectionnelle et les programmes du gouvernement destinés à améliorer les conditions de vie de la population paysanne ; mais ils ont passé sous silence les détails des succès contre la guérilla et les bienfaits que les paysans en ont retirés.

## LA COREE DU SUD ET TAIWAN DECORENT UN MILITAIRE GUATEMALTEQUE

La Corée du Sud et la Chine nationaliste ont respectivement attribué au colonel Pablo Nuila Hub, secrétaire de presse de la présidence, l' "Ordre du mérite de la sécurité nationale" et la "Médaille d'honneur de la guerre politique".

Selon une information officielle, Nuila Hub a été décoré pour ses "services exceptionnels et pour sa contribution au rapprochement amical et à la coopération militaire avec les républiques citées".

## "LA VOIX DE L'AMERIQUE" EMET DEPUIS LE GUATEMALA

Pour la première fois dans l'histoire radiophonique du pays, la station nord-américaine "La voix de l'Amérique" a diffusé depuis Guatemala-Ciudad les 3 et 4 octobre son émission "Bonjour l'Amérique" pour "faire connaître à l'Amérique Latine la vraie réalité guatémaltèque".

Durant le programme, un message du général Oscar Mejia Victores a été passé. Celui-ci a affirmé que le Guatemala est un "peuple qui aime la paix", ... "disposé à défendre sa souveraineté, ses acquis démocratiques et les conquêtes de la liberté".

# INSURRECTION

## L'ORPA REVENDIQUE UNE EMBUSCADE

Le 5 octobre, un communiqué de l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA), transmis à la presse, a fait savoir que, le 28 septembre, ses forces ont tendu une embuscade à un camion militaire qui transportait des troupes en tenue de combat. L'attentat a eu lieu sur une route de la municipalité de Chicacao, dans le département de Suchitepequez (Sud-Ouest du pays) et a causé 16 pertes à l'armée ; parmi les victimes se trouve le lieutenant Carlos Enrique de Leon Menendez.

D'après la même information, les forces de l'ORPA ont occupé, entre les 26 et 28 septembre 6 domaines agricoles et 2 villages où elles ont "transmis aux travailleurs le message révolutionnaire et des informations sur les avancées de la guerre populaire".

## DROITS DE L'HOMME

### LA REPRESSION AU GUATEMALA PREND DES PROPORTIONS SANS PRECEDENT

Le 1er octobre, à Mexico, la "Latin-American Studies Association" (LASA), composée d'universitaires et de spécialistes nord-américains travaillant sur les questions latino-américaines, a approuvé une résolution selon laquelle "le niveau général de la répression politique et militaire a atteint des proportions sans précédent au Guatemala, y compris l'augmentation significative de la répression dirigée contre des membres de la communauté universitaire".

Suite à ces constatations, LASA a pressé le gouvernement guatémaltèque de "cesser de violer les droits de l'homme et la liberté de l'enseignement" et a résolu d' "exhorter le gouvernement des Etats-Unis à cesser d'appuyer le gouvernement du Guatemala, si ce dernier n'arrête pas immédiatement de violer les droits de l'homme".

### ON DENONCE L'EVENTUELLE EXECUTION DE DISPARUS

Selon une dénonciation de l'organisation humanitaire française "Enfants réfugiés du monde" rendue publique à Paris le 5 octobre, 35 personnes portées disparues sont gardées prisonnières au quartier général "Justo Rufino Barrios" de la capitale guatémaltèque. Elles seraient fusillées sans jugement avant le 9 octobre, date de l'arrivée dans ce pays de Henry Kissinger.

L'organisation souligne que, parmi les prisonniers se trouvent l'avocate Yolanda Urizar, la psychologue Ana Lucrecia Orellana et l'ingénieur Jorge Alberto Rosal Paz. Certains prisonniers avaient disparu sous le régime de Rios Montt, d'autres sous celui de Mejia Victores. L'état physique des prisonniers est inquiétant en raison des tortures subies.

### LES PERSECUTIONS N'ONT JAMAIS CESSE

Le 6 octobre, à Mexico, Rafael Choc Ecal, membre du Comité chrétien de Alta Verapaz, a déclaré à Enfoprensa : "Il est faux de prétendre qu'il y a un processus de démocratisation au Guatemala, s'il en était ainsi, il n'y aurait pas de massacres, de persécutions, de villages modèles ni de patrouilles civiles ; nous vivons une nouvelle escalade de la violence depuis l'arrivée au pouvoir du général Mejia Victores".

Oscar Morales, du même comité, a déclaré : "Maintenant, avec le général Mejia Victores, c'est l'armée en soi qui commande. Les persécutions n'ont cessé, ni une minute, ni un seul jour ; c'est encore pire. Ils tuent des femmes et des enfants, continuent à brûler des maisons, détruisent la production agricole, tuent le bétail, volent nos maisons... Lorsque l'armée arrive, des milliers de personnes fuient dans les montagnes pour sauver leur vie".

### 14 ASSASSINATS EN 48 HEURES

Les 1er et 2 octobre, 14 personnes au moins ont été assassinées par les forces de sécurité du gouvernement en différents points du pays. Plusieurs enlèvements et des arrestations arbitraires ont également eu lieu.

D'autre part, la police et l'armée ont repris, dans la soirée du 5 octobre

leurs opérations intensives de contrôle d'identité, contrôle des véhicules, et perquisitions dans la capitale, alarmant la population.

#### LA DEMOCRATIE CHRETIENNE DENONCE L'AUGMENTATION DE LA REPRESSION

La Démocratie Chrétienne Guatémaltèque (DCG) a remis fin septembre au gouvernement une protestation solennelle contre l'intensification des pratiques répressives dans le pays.

Le document, signé par Vinicio Cerezo Arevalo, premier secrétaire de la DCG, fait référence aux contrôles et aux détentions massives dans plusieurs secteurs de la capitale ainsi qu'aux actes de violence qui ont augmenté à l'intérieur du pays.

"On sent à nouveau dans la capitale un climat d'insécurité, et il devient exceptionnel de se déplacer le soir", indique la note envoyée au gouvernement.